

AÏN DEFLA**Le Mouvement des nationalistes libres entre en scène**

A ce jour le MNL, le Mouvement des nationalistes libres, en tant que nouveau parti politique, n'a pas pu encore décrocher le visa d'Ould Kablia, le ministre de l'Intérieur. Cependant, en tant que mouvement, il est autorisé à organiser et animer des rassemblements sur le territoire national, se faire connaître, sensibiliser, mobiliser «un électoralat qui serait favorable à créer un changement du système de gouvernance, un système qui ne fait que se succéder à lui-même depuis l'indépendance», selon Abdelaziz Ghermoul qui préside ce mouvement. Prenant la parole devant une assistance clairsemée à la salle de cinéma Doui dans la matinée de samedi, il demandera aux présents de prendre l'exemple de la ville de Aïn Defla elle-même, qu'il qualifie de chef-lieu d'une «wilaya riche mais en même temps pauvre et où les habitants n'ont pas encore ressenti le goût de l'indépendance ni de ses bienfaits». Le MNL dresse un constat très amer de la situation qui prévaut depuis des années dans le pays «l'éducation, la santé, une justice pour réprimer les pauvres, des finances déstructurées, tous les secteurs ne font que régresser et c'est nous tous et nos enfants qui en pâtissons, à ceci il faut rappeler que 400 000 cadres marginalisés, dont l'Algérie avait tant besoin, ont fui le pays».

Évoquant les dernières revalorisations des salaires et des pensions, il dira que «le Smig ne suffit même pas à payer le pain et le lait d'une famille ordinaire». Et d'ajouter à ce sujet que «c'est une pratique qui fait date puisqu'elle se fait à la veille de chaque échéance électorale». Il pointe du doigt les gouvernants et ceux qui légifèrent : «Comment des gens illettrés, arrivés au moyen de leur «chkara», puissent-ils présider aux destinées d'un pays comme l'Algérie, l'Algérie qui n'est pas un Etat mais un continent ?» Il prend à témoin le constat fait par le président de la République qui «lui-même reconnaît que l'échec des programmes de développement est imputable aux élus, des élus qui ont coupé les ponts avec le peuple et qui ne se soucient que du comment voler, dilapider, profiter, asséoir leurs fortunes sur le dos du peuple». Et d'ajouter toujours en fustigeant députés et sénateurs : «Ils sont prêts à payer le prix fort pour se faire réélire et bénéficier de l'immunité parce que beaucoup ont peur d'avoir à rendre compte.» Il cite le cas de ce député qui, à Sétif, se promène avec le sceau du parti, contacte les riches et leur délivre à coups de centaines de millions des attestations qui leur assurent la position de têtes de listes pour les prochaines échéances électorales.

Décriant députés, sénateurs et élus locaux, il va jusqu'à dire qu'«ils étaient 16 000 à voter contre l'indépendance du pays, ce sont ceux-là qui continuent depuis 1962 à nous gouverner». Évoquant la formation qu'il préside, des hommes qui l'ont fondée, de ses objectifs, Abdelaziz Ghermoul dira : «Nous n'avons jamais adhéré à d'autres partis.» Et de tirer la sonnette d'alarme : «La situation est grave et elle ne se réglera ni avec la violence ni avec la répression mais pacifiquement, par le choix d'autres hommes, intègres et nationalistes.» Parlant de l'avènement du changement du système de gouvernance, il dira que «ce changement ne peut venir que par la mobilisation des hommes qui portent l'Algérie dans leur cœur et non par le désintéressement de la chose publique, de la démission». Les autres formations politiques ont-elles aussi été mises à l'index ? L'orateur fait un réquisitoire des plus sévères : «Ces mouvements de redressement qu'on voit pousser çà et là, même dans les partis de l'Alliance, ne sont que des scénarios, ce sont des mutants, des serpents qui opèrent leur mue, mais ce sont toujours les mêmes et qui s'affirment comme étant des hommes neufs.» Pour ce qui est des agréments qui auraient été octroyés à certaines nouvelles formations politiques, Ghermoul est catégorique : «Chacune de ces formations n'a à ce jour reçu aucun visa officiel, et les annonces faites ici et là ne sont que des batailles médiatiques.»

En guise de conclusion, l'orateur tire la sonnette d'alarme encore une fois : «Le changement doit intervenir maintenant ou jamais.» A la question de savoir quel était le parti le plus puissant en Algérie, un membre de l'assistance dira haut et fort : «C'est le wali... tout passe par lui.»

Karim O.

BOUMERDÈS**Un bilan du FLN sans le FLN**

C'est une nouvelle affaire de graves divergences entre cadres du FLN qui a été étalée sur la place publique et qu'aura à gérer Belkhadem, secrétaire général de ce parti.

Un groupe d'élus et de cadres du parti s'est présenté, samedi dernier, devant les citoyens conviés à la salle Sennani de Boumerdès pour expliquer au plan juridique et politique les sept projets de réformes engagés par le chef de l'Etat. Il s'agit de deux députés Finistes, du président de l'APW, d'un élu de cette institution, de maires et d'élus locaux. D'aucuns diront que c'est une démarche démocratique d'autant plus que c'est la première fois que des élus de ce parti présentent le bilan de leur mandat devant un auditoire. Nous voulions connaître les raisons qui ont poussé ce parti à innover en la matière.

Le mieux placé est le mohafedh Mokhtar Si Youcef qui, rappelons-le, était présent dans la même salle trois jours auparavant lors d'une réunion organisée par les militants du FLN sous l'égide de la Coordination des associations qui soutiennent le programme du président de la République pour, justement, expliquer ces réformes politiques au public. Surprise !

Le premier responsable politique du FLN de Boumerdès n'était pas au courant du meeting. Malgré notre insistance, le mohafedh a refusé d'en dire plus. Il est clair que cette sortie de ces

élus et hauts responsables en dehors du fonctionnement organique et politique met le parti dans une situation fort embarrassante vis-à-vis de l'opinion publique.

De son côté, le député Menouar Djadi, l'un des initiateurs de cette rencontre, nous a assuré que ce rendez-vous visait à informer les citoyens du travail fait par les députés pour enrichir ces projets de loi proposés par le gouvernement.

«D'autres rencontres seront organisées pour expliquer aux citoyens le contenu des réformes économiques réalisées depuis 1999», dira-t-il. A

notre question sur l'existence formulée pour le départ du mohafedh, il nous a affirmé que des intervenants parmi le public, des militants du FLN bien sûr, ont effectivement formulé cette demande sans que lui ou les autres organisateurs, par respect à la démocratie, puissent les empêcher. Il a assuré, par ailleurs, que c'est le groupe marginalisé par la mohafadha qui a pris l'initiative de cette action publique. Cette nouvelle affaire met en émoi les militants.

«Serait-ce possible en effet que des élus de cette importance et des cadres organisent des meetings et font des interventions politiques sans que leur parti n'en donne l'aval et même

des directives ? C'est, en effet, un usage universel utilisé dans les démocraties les plus avancées car un élu ou un responsable politique national ou régional est nécessairement la voix de son parti. Cette grave affaire risque d'entamer notre crédibilité déjà malmenée.

Cette sortie a un aspect de sédition ou du moins de clanisme. Ce n'est pas la meilleure méthode pour décliner ses divergences avec le mohafedh ou tenter de s'imposer dans les listes électorales. Nous le payerons cher aux prochaines élections», nous dira un élu APW resté fidèle à la ligne du parti. Du pain sur la planche pour Belkhadem...

Abachi L.

Les redresseurs en ordre de bataille pour les élections

Contrairement à leurs anciens compagnons qui voient des militants et des cadres se livrer des luttes intestines pour s'imposer dans les listes électorales, les redresseurs du FLN de Boumerdès ont le vent en poupe. Ils ont d'ores et déjà installé la commission chargée de préparer les prochaines élections. Samedi dernier, ils ont reçu le numéro deux des redresseurs. Abdelkrim Abada a effectué le déplacement à Boumerdès pour confirmer Tahar Behar à la tête de la mohafadha des redresseurs et les huit membres de cette instance venus de toutes les régions de la wilaya. Le visiteur de Boumerdès a également introduit Behar en qualité de président de la commission de préparation des élections législatives. A l'occasion, le numéro deux des redresseurs n'a pas manqué, lors de son intervention devant ses partisans, de vilipender l'actuel secrétaire général du FLN. «Belkhadem a mené directement le FLN à la dérive. Il a introduit le système de fraude électorale permettant aux riches d'acquérir des postes électifs et de responsabilité. Le FLN est le parti du peuple et des citoyens au revenu modeste et de la classe moyenne, pas celui des mercantiles», dira-t-il. Il y a lieu de rappeler que les redresseurs de Boumerdès ont structuré, selon Behar, 25 kasmate dans la wilaya de Boumerdès qui compte 32 communes. S'agissant du nouveau mohafedh, il a assumé diverses hautes responsabilités au sein du FLN et il est l'un des premiers dissidents de la ligne de Belkhadem.

Abachi L.

CONSTANTINE**Le système de quota des femmes dans les assemblées élues fait débat**

A tout point de vue, le projet de loi portant sur la promotion du rôle de la femme, adopté dernièrement par les deux Chambres, reste très en deçà des attentes de la gent féminine. C'est du moins ce qu'ont laissé transparaître les participantes à l'atelier sur les droits politiques de la femme organisé à Constantine, jeudi, par la délégation régionale de l'Est du CNCNDH.

En admettant qu'il reste «un acquis à faire valoir», prétendre que le projet de loi sur la représentation des femmes aux assemblées élues fait l'unanimité parmi la gent féminine relève de la supercherie. D'autant, s'accordent-elles à rappeler, que «les droits de la femme sont reconnus depuis longtemps par les textes fondamentaux de la République. Néanmoins, concrètement, la réalité du terrain est bien loin de ce que prévoient les textes».

Issues de différents horizons professionnels et politiques, en l'occurrence des juristes, des professeurs en sciences médicales, des mili-

tantes partisans, des activistes ou encore des moudjahidate, ayant occupé ou occupent encore des postes de responsabilité à différents niveaux, elles ont toutes plaidé pour «la promotion davantage du rôle politique de la femme».

M^{me} Tarei Fatiha, présidente de l'association Nour pour la promotion des droits de la femme et déléguée régionale de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCNDH), affiche d'emblée la tendance. «Promouvoir la représentation de la femme, c'est bien, mais la soumettre au système des quotas équivaut à un autre subterfuge, donnant lieu à la violation des droits de la femme», a-t-elle dit en substance. Aussi, la conférencière se dit «opposée» au système de quota des femmes dans les institutions élues, fixé à 30%, car ceci équivaudrait plutôt «à une restriction du champ politique» devant la femme. En somme, cette dernière, tout en considérant «ce mécanisme comme un acquis», s'est élevée contre l'argument selon lequel il y aurait un problème de représentativité dans les régions du sud, et que par consé-

quent, le taux de 30% est difficilement applicable. «Comment peut-on améliorer la représentation de la femme dans les assemblées élues si on lui réserve seulement 0,08% des sièges par exemple» dans une circonscription électorale donnée? s'interroge M^{me} Tarei Fatiha. Un raisonnement, pense-t-elle, qui fait que la femme est restée toujours hésitante ou en attente d'une éventuelle proposition de la part de son parti pour prétendre à son droit. En un mot, elle drague de loin le siège, ironise cette juriste.

Œuvrer pour changer les mentalités

Comment parvenir à garantir une application effective de la loi portant sur la promotion de la femme ? Par la persévérance, la continuité, la persuasion et notamment la sensibilisation, répond la déléguée régionale de la CNCNDH. Aussi, faire valoir ce droit passe impérativement par «la sensibilisation des élites. C'est ce sur quoi nous nous penchons aujourd'hui, et notamment la continuité dans le militantisme». Puisque, souligne-t-elle, «une

fois le mandat d'une élue arrivé à terme, elle a tendance à s'effacer. Aussi, il est primordial de sensibiliser les femmes quant au contenu des textes de loi qui la concernent. Dans ce cas de figure, celui portant sur la représentation de la femme dans les assemblées élues, dont beaucoup pensent que le quota est limité à 30%, représente en fait un minimum». Œuvrer pour le changement des mentalités aussi bien des femmes que des hommes est pour beaucoup dans la concrétisation de l'application de ce texte, estime une moudjahida, militante dans un parti de l'alliance présidentielle.

Pour elle, qui racontait au passage une anecdote quant à son expérience au sein de son parti, il est plus judicieux «de persuader une femme hésitante qui a tendance à s'effacer à changer de mentalité avant de convaincre la société masculine».

Et M^{me} Tarei d'enchaîner : «Il faut trouver les moyens de concrétiser effectivement cette loi et faire valoir ainsi les droits de la femme. D'autant que les partis politiques ont, à son égard, des positions différentes.»

Farid Benzaid